



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1996/76  
21 juin 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA TRENTIÈME SESSION  
(28 et 29 mai 1996)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. ORGANISATION DE LA SESSION . . . . .	1 - 6	2
II. MANDAT . . . . .	7 - 9	3
III. MÉTHODES DE TRAVAIL . . . . .	10	3
IV. ORGANISATION DES FUTURS TRAVAUX DU COMITÉ . . . . .	11 - 22	3
A. Programme de travail de la trente et unième session (1997) . . . . .	11 - 21	3
B. Programme de travail provisoire de la trente-deuxième session (1998) . . . . .	22	5

Annexes

I. ORDRE DU JOUR . . . . .	6
II. LISTE DES DOCUMENTS . . . . .	7
III. MEMBRES DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT . . . . .	9
IV. LISTE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT LES MOINS AVANCÉS . . . . .	11

## I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. La trentième session du Comité de la planification du développement s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, les 28 et 29 mai 1996. Dix-neuf membres du Comité étaient présents : Maria AUGUSZTINOVICS, Dionisio Dias CARNEIRO-NETTO, Makhtar DIOUF, Essam EL-HINNAWI, GAO Shangquan, Patrick GUILLAUMONT, Nurul ISLAM, Louka T. KATSELI, Taher KANAAN, Linda LIM, Nguyuru H. I. LIPUMBA, Solita C. MONSOD, Bishnodat PERSAUD, Akilagpa SAWYERR, Klaus SCHWAB, Arjun SENGUPTA, Frances STEWART, Lance TAYLOR et Miguel URRUTIA. Cinq membres du Comité n'ont pu participer à la session : Just FAALAND, Ryokichi HIRONO, Nora LUSTIG, Alexandre SHOKHIN et Alvaro UMAÑA. On trouvera à l'annexe III une liste des membres du Comité indiquant leur affiliation.

2. La session a été ouverte par le Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable du Secrétariat de l'ONU, qui a fait une déclaration dans laquelle il a exposé brièvement l'histoire, le mandat et les méthodes de travail du Comité. Il a rappelé que l'Assemblée générale avait prié le Comité de procéder tous les trois ans à un examen général de la liste des pays les moins avancés et de lui soumettre en 1997, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, la liste de ces pays et des propositions d'amélioration des critères servant à les identifier. Il a également rappelé que le Comité disposait de la plus grande latitude dans la conduite de ses travaux et qu'il pouvait examiner les questions de son choix et présenter un rapport sur les résultats de ses travaux au Conseil.

3. Ont été élus à la trentième session du Comité, pour un mandat venant à expiration le 31 décembre 1997, les membres du bureau suivants :

Président : Nurul ISLAM

Vice-Président : Klaus SCHWAB

Rapporteur : Louka KATSELI

4. Le Comité était saisi de la décision 1995/215 du Conseil économique et social relative au Comité de la planification du développement (document E/1995/L.3); du rapport du Secrétaire général sur les méthodes de travail du Comité (E/1995/82) et d'autres documents dont on trouvera la liste à l'annexe II.

5. Le Comité a entendu une déclaration de M. Richard JOLLY, Conseiller spécial de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ancien membre du Comité, et une autre du Président du Conseil économique et social, M. Jean-Marie Kacou GERVAIS (Côte d'Ivoire).

6. Les services techniques de la session ont été assurés par le Département de la coordination des politiques et du développement durable. Le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques était représenté à la session.

## II. MANDAT

7. Le Comité a pris acte de la décision 1995/215 du Conseil économique et social en date du 10 février 1995 par laquelle le Conseil a réaffirmé et élargi le mandat du Comité, créé en 1965. Les différents éléments du mandat du Comité découlent des résolutions 2084 (XX), 2096 (XX), 2564 (XXIV), 44/212 et 46/206 de l'Assemblée générale; des résolutions 1035 (XXXVII), 1079 (XXXIX), 1089 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social; et du rapport du Comité de la planification du développement sur les travaux de sa première session (E/4207/Rev.1).

8. Lorsqu'il a examiné son mandat, le Comité a attaché une importance particulière : a) à l'évaluation des tendances et des perspectives mondiales de développement; b) au recensement des politiques nationales et internationales propres à aider les pays en développement et les pays à économie en transition à bien s'intégrer dans l'économie mondiale et à atteindre les objectifs fixés lors des grandes conférences des Nations Unies; et c) au réexamen périodique de la liste des pays les moins avancés et des critères servant à les identifier.

9. Le Comité a décidé qu'il examinerait les problèmes découlant de son mandat, dans la limite du temps et des ressources dont il disposerait.

## III. MÉTHODES DE TRAVAIL

10. En attendant d'examiner plus à fond ses méthodes de travail à sa trente et unième session, le Comité a décidé de continuer, comme par le passé et conformément en cela à la résolution 1625 (LI) du Conseil économique et social, à tenir des sessions plénières d'une durée maximale d'une semaine dont les préparatifs seraient confiés à un nombre maximum de trois groupes de travail qui se réuniraient de trois à cinq jours à New York ou à Genève ou dans une autre ville siège de l'ONU appropriée afin d'examiner les questions inscrites au programme de travail, chacun de ces groupes pouvant compter jusqu'à huit membres du Comité ainsi que des experts choisis par cooptation dont les membres du Comité solliciteraient le concours pour compléter leurs connaissances, lorsqu'il y aurait lieu.

## IV. ORGANISATION DES FUTURS TRAVAUX DU COMITÉ

### A. Programme de travail de la trente et unième session (1997)

11. Le Comité a approuvé le programme de travail indicatif de deux ans exposé ci-après et a décidé de commencer à préparer sa trente et unième session (New York, mai 1997) en convoquant trois groupes de travail qui pourraient s'appuyer, dans leurs travaux, sur les études que le Secrétariat et des experts indépendants devaient entreprendre sur des thèmes choisis.

12. Le Comité a décidé que les résultats des travaux des groupes de travail devraient lui être soumis à sa trente et unième session, au début de 1997 afin qu'il puisse les inclure dans son rapport sur les travaux de cette session.

13. Le Comité a décidé qu'outre les personnes énumérées ci-après, chacun des trois groupes de travail pourrait comprendre des membres du Comité et faire

/...

appel, dans la limite des ressources existantes, à des experts choisis par cooptation qui l'aideraient dans ses travaux.

14. Le Comité a décidé que, conformément à la décision 1995/215 du Conseil, le Président du Comité informerait le Conseil à sa session de fond de 1997 des résultats des travaux de la trente et unième session du Comité.

1. Repenser l'impact de la mondialisation sur le développement

15. Le Comité a décidé d'examiner les questions ci-après concernant l'impact de la mondialisation sur le développement : a) les tendances à la mondialisation dans le commerce, les flux de capitaux et le transfert de technologies; b) les facteurs contribuant à l'établissement de politiques homogènes et les incidences de l'établissement de telles politiques sur le développement; c) les incidences de la mondialisation sur l'économie internationale et la conduite des affaires internationales; d) les recommandations concernant les politiques, les institutions et l'administration des pays en développement; e) les recommandations concernant les politiques des pays développés; et f) les recommandations concernant les politiques des organisations internationales.

16. Le Groupe de travail I, qui examinerait ces questions, se composerait de Frances STEWART (Présidente), Lance TAYLOR (Vice-Président et Rapporteur), Dionisio CARNEIRO-NETTO, Ryokichi HIRONO, Linda LIM, Akilagpa SAWYER et Miguel URRUTIA. Il se réunirait à New York du 10 au 12 octobre 1996.

2. Réexamen de la stabilisation, des ajustements structurels et de la réforme économique dans le contexte de la mondialisation

17. Le Comité a décidé d'examiner les questions ci-après touchant la stabilisation, les ajustements structurels et la réforme économique dans le contexte de la mondialisation : a) les objectifs de la stabilisation, des ajustements et de la réforme; b) l'impact sur le développement national, y compris la pauvreté, la cohésion sociale, le développement humain, les disparités régionales et l'environnement; c) la situation des pays en transition; d) les causes des réussites et des échecs; e) les incidences institutionnelles de la réforme des politiques; f) les recommandations concernant les politiques et institutions des pays en développement; g) les recommandations concernant les politiques des organisations internationales et des pays développés.

18. Le Groupe de travail II, qui examinerait ces questions, se composerait de Arjun SENGUPTA (Président), Solita MONSOD (Vice-Présidente et Rapporteur), Makhtar DIOUF, GAO Shangquan, Taher KANAAN, Nora LUSTIG, Bishnodat PERSAUD et Alexandre SHOKHIN. Il se réunirait à New York du 20 au 22 novembre 1996.

3. Examen général de la liste des pays les moins avancés

19. Ainsi qu'il en avait été prié par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/206, le Comité a décidé d'examiner la liste des pays les moins avancés (annexe IV) et de s'attacher à améliorer les critères servant à identifier ces derniers.

20. Le Groupe de travail III, qui serait chargé de cet examen, se composerait de Patrick GUILLAUMONT (Président), Essam El-HINNAWI (Vice-Président et Rapporteur), Just FAALAND et Nguyuru LIPUMBA. Il a été convenu que le Groupe de travail III examinerait aussi tous les aspects des questions abordées par les deux autres groupes de travail qui étaient directement liés à la situation des pays les moins avancés et des petits pays particulièrement vulnérables. Le Groupe se réunirait à New York du 13 au 15 janvier 1997.

#### 4. Questions diverses

21. Le Comité a également décidé qu'à sa trente et unième session, il examinerait, conformément à la décision 1995/215 du Conseil, ses méthodes de travail afin de les améliorer, en tenant compte en particulier des travaux que menaient actuellement le Conseil économique et social et l'Assemblée générale ainsi que leurs organes subsidiaires.

#### B. Programme de travail provisoire de la trente-deuxième session (1998)

22. Le Comité a décidé qu'il examinerait à la lumière de la décision prise par l'Assemblée générale de proclamer 1999 Année internationale des personnes âgées, et dans le cadre de son programme de travail pour l'exercice biennal 1997-1998, les questions relatives aux rapports entre les générations et à la sécurité sociale.

Annexe I

ORDRE DU JOUR

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Thèmes du programme de travail pour l'exercice biennal 1996-1997.
4. Méthodes de travail.
5. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa trentième session.

Annexe II

LISTE DE DOCUMENTS

1. Ordre du jour provisoire.
2. Note sur les éléments à inclure éventuellement dans le programme de travail.
3. Note d'information sur le Comité de la planification du développement.
4. Rapport du Secrétaire général sur les méthodes de travail du Comité de la planification du développement (E/1995/82).
5. Décision 1995/215 du Conseil économique et social (voir E/1995/L.3).
6. Note contenant quelques informations biographiques sur les membres du Comité.
7. Note de M. Richard Jolly, Conseiller spécial de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, intitulée : "Expert advice for the United Nations: A tribute to Mr. John Lewis".
8. Rapport du Comité de la planification du développement sur sa vingt-neuvième session, Documents officiels du Conseil économique et social, 1994, Supplément No 2 (E/1994/22).
9. "Views on possible themes and topics for the consideration of the Committee for Development Planning" : Communication de Ryokichi Hirono, membre du Comité.
10. Rapport du Secrétaire général sur la coordination du suivi des grandes conférences internationales dans les domaines économique et social et domaines connexes (E/1995/86).
11. "Façonner le XXIe siècle : la contribution pour le développement", document établi par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (Paris, mai 1996).
12. Nations Unies, Agenda pour la paix (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.I.15).
13. Projet de résolution présenté par le Venezuela à l'Assemblée générale, intitulé : "Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes" (A/50/L.73).
14. Note du Secrétariat intitulée : "Identification of the least developed among the developing countries: criteria for designating countries as least developed", dont le Comité était saisi à sa vingt-neuvième session (12-14 janvier 1994).

15. Rapport du Groupe de travail ad hoc de l'Assemblée générale à composition non limitée chargé d'élaborer un agenda pour le développement (A/AC.250/CRP.1 et Add.1).
16. Note sur l'identification des pays en développement les moins avancés.
17. Projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001 [A/51/6 (perspective)].



Annexe III

MEMBRES DU COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

AGUSZTINOVICS, Maria (Hongrie) : Professeur d'économie à l'Université de Budapest

CARNEIRO-NETTO, Dionisio Dias (Brésil) : Professeur d'économie à l'Université de Rio de Janeiro

DIOUF, Makhtar (Sénégal) : Professeur d'économie à l'Université de Dakar; Président du Centre d'économie appliquée

EL-HINNAWI, E. (Égypte) : Professeur au Centre national de recherche du Caire

FAALAND, Just (Norvège) : Membre de l'Institut Christian Michelsen

GAO, Shangquan (Chine) : Membre du Collège de recherche et de coordination générales sur le développement économique et social du Conseil d'État

GUILLAUMONT, Patrick (France) : Directeur du Centre d'études et de recherche sur le développement international et Professeur d'économie à l'Université de Clermont-Ferrand

HIRONO, Ryokichi (Japon) : Professeur d'économie à l'Université Seikei de Tokyo

ISLAM, Nurul (Bangladesh) : Membre émérite de l'International Food Policy Research Institute de Washington

KATSELI, Louka T. (Grèce) : Professeur d'économie à l'Université d'Athènes

KANAAN, Taher (Jordanie) : Consultant en économie et en commerce

LIM, Linda (Singapour) : Directrice de recherche du South-East Asia Business Program au Centre for South and South-East Asia Studies de l'Université du Michigan

LIPUMBA, Nguyuru H. I. (République-Unie de Tanzanie) : Professeur d'économie à l'Université de Dar es-Salaam

LUSTIG, Nora (Argentine/Mexique) : Chargée de recherche principale à la Brookings Institution; Professeur d'économie au Centre d'études économiques d'El Colegio de Mexico

MONSOD, Solita C. (Philippines) : Professeur d'économie à l'Université des Philippines

PERSAUD, Bishnodat (Guyana) : Professeur spécialiste du développement durable des Caraïbes à l'Université des West Indies; Directeur du Centre pour l'environnement et le désarmement

SAWYERR, Akilagpa (Ghana) : Directeur de recherche à l'Association des universités africaines

SCHWAB, Klaus (Allemagne) : Président du Conseil de la Fondation au World Economic Forum à Genève

SENGUPTA, Arjun (Inde) : Ancien membre et secrétaire de la Commission de planification de l'Inde

SHOKHIN, Alexandre (Fédération de Russie) : Membre de la Douma (Parlement) d'État

STEWART, Frances (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) : Directrice de l'International Development Centre de l'Université d'Oxford

TAYLOR, Lance (États-Unis d'Amérique) : Professeur d'économie à la New School for Social Research

UMAÑA, Alvaro (Costa Rica) : Professeur associé et Directeur du programme de gestion des ressources naturelles de l'Institut centraméricain des affaires (INCAE)

URRUTIA, Miguel (Colombie) : Président du Conseil d'administration de la Banque centrale de Colombie

Annexe IV

LISTE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT LES MOINS AVANCÉS<sup>a</sup>

	<u>Pays</u>	<u>Date d'inscription sur la liste</u>
1.	Afghanistan	1971
2.	Angola	1994
3.	Bangladesh	1975
4.	Bénin	1971
5.	Bhoutan	1971
6.	Burkina Faso	1971
7.	Burundi	1971
8.	Cambodge	1991
9.	Cap-Vert	1977
10.	Comores	1977
11.	Djibouti	1982
12.	Érythrée	1994
13.	Éthiopie	1971
14.	Gambie	1975
15.	Guinée	1971
16.	Guinée-Bissau	1981
17.	Guinée équatoriale	1982
18.	Haïti	1971
19.	Îles Salomon	1991
20.	Kiribati	1986
21.	Lesotho	1971
22.	Libéria	1990
23.	Madagascar	1991
24.	Malawi	1971
25.	Maldives	1971
26.	Mali	1971
27.	Mauritanie	1986

/...

28.	Mozambique	1988
29.	Myanmar	1987
30.	Népal	1971
31.	Niger	1971
32.	Ouganda	1971
33.	République centrafricaine	1975
34.	République démocratique populaire lao	1971
35.	République-Unie de Tanzanie	1971
36.	Rwanda	1971
37.	Samoa	1971
38.	Sao Tomé-et-Principe	1982
39.	Sierra Leone	1982
40.	Somalie	1971
41.	Soudan	1971
42.	Tchad	1971
43.	Togo	1982
44.	Tuvalu	1986
45.	Vanuatu <sup>b</sup>	1985
46.	Yémen	1971
47.	Zaïre	1991
48.	Zambie	1991

---

<sup>a</sup> Le Botswana, qui a été inscrit sur la liste en 1971, en a été retiré en décembre 1994 par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 49/133 et conformément aux critères de sortie de la liste.

<sup>b</sup> Devrait être retiré de la liste en 1997, sous réserve de l'examen qui sera fait cette année-là.

-----